



**PRÉFET  
DE L'HÉRAULT**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
d'Occitanie**

Unité Départementale Hérault  
520 Allée Henri II de Montmorency  
CS 69007  
CEDEX 02  
34064 Montpellier

Montpellier, le 07/07/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 11/06/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **GRANDES HUILIERIES DU MIDI**

BP 3098  
34500 Béziers

Références : D2025\_UD34\_H1\_090  
Code AIOT : 0006600901

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/06/2025 dans l'établissement GRANDES HUILIERIES DU MIDI implanté 2 RUE PAUL LANGEVIN ZI LE CAPISCOL 34500 BEZIERS. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection fait suite à un départ de feu le dimanche 8 juin 2025 dans la fosse de stockage des pépins de raisins et de tourteau, qui s'est propagé à la végétation et jusqu'en limite du site voisin de la société GAZECHIM, lui-même classé SEVESO.

L'inspection vise également à constater le retour à la conformité de ce stockage suite à la mise en demeure et à l'astreinte journalière prescrite en dernier lieu par l'arrêté préfectoral du 20 février 2025.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- GRANDES HUILLERIES DU MIDI
- 2 RUE PAUL LANGEVIN ZI LE CAPISCOL 34500 BEZIERS
- Code AIOT : 0006600901
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation est une unité d'extraction d'huile à partir de graines de tournesol et de pépins de raisin. Le site compte 27 salariés environ. En exploitation, deux personnes sont présentes en permanence sur le site.

**Contexte de l'inspection :**

- Accident

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Rapport d'incident	Code de l'environnement du 24/09/2020, article R-512-69	Prescriptions complémentaires, Demande d'action corrective	15 jours
2	Mise en demeure rétention des eaux lors d'un accident	AP de Mise en Demeure du 29/05/2024, article 1	Astreinte, Suspension	15 jours
3	Paieement de l'astreinte	Arrêté Préfectoral du 20/02/2025, article 1	Astreinte	15 jours
4	Réalisation de l'étude de dangers	Arrêté Préfectoral du 11/04/2024, article 3	Demande d'action corrective	30 jours

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Emissions diffuses et envols de poussières	Arrêté Préfectoral du 24/06/2010, article 3.1.5	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite aux constats, l'exploitant est consulté sur un projet d'arrêté préfectoral de liquidation partielle (c'est à dire mise en paiement) de l'astreinte et sur un projet d'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires et de suspension.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Rapport d'incident

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 24/09/2020, article R-512-69
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rapport d'incident
<b>Prescription contrôlée :</b>  Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b>  Dimanche 8 juin 2025 vers 15h, un départ de feu s'est produit à partir de la fosse de stockage des pépins de raisin et de tourteau. L'origine est l'auto-combustion des pépins de raisins, qui a entraîné un feu qui s'est propagé aux végétaux autour de la fosse.  L'origine de l'appel aux pompiers est inconnue au moment de l'inspection, cela ne provient pas des agents qui étaient sur place sur le site de Grandes Huileries du Midi (GHM).  Les pompiers sont intervenus pendant environ 15 minutes avec un camion. Ils ont forcé le portail d'entrée de GHM sans difficulté. Les pompiers ont également arrosé la végétation autour du point de départ de feu pour prévenir un nouveau départ et sont repartis.  Plus tard vers 23h30 un nouveau départ de feu a été vu par les équipes de surveillance de la société voisine Gazechim, puis l'astreinte GHM une fois contactée est intervenue pour circonscrire le feu.  Un rapport d'accident a été envoyé le 23/06/2025. Son contenu respecte la forme demandée par la réglementation. Les améliorations nécessaires décrites sont notamment : <ul style="list-style-type: none"><li>• la prise en compte de la météorologie dans la surveillance de la fosse,</li><li>• l'ajout d'équipements de lutte contre les incendies au niveau de la fosse,</li><li>• l'étagage des tas afin que les débuts de combustion n'atteignent pas le haut de la fosse,</li><li>• la mise en place de caméras thermiques associées à une alarme,</li><li>• l'augmentation des fréquences des rondes de surveillance,</li><li>• l'étude de la pertinence de la mise en place d'une membrane géotextile autour de la fosse.</li></ul> Ces points sont repris en partie dans un projet d'arrêté préfectoral complémentaire soumis à la consultation de l'exploitant.

<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Sans attendre, il est demandé à l'exploitant de respecter les engagements décrits dans son rapport d'incident, à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• la prise en compte de la météorologie dans la surveillance de la fosse,</li> <li>• l'ajout d'équipements de lutte contre les incendies au niveau de la fosse,</li> <li>• l'étalement des tas afin que les débuts de combustion n'atteignent pas le haut de la fosse,</li> <li>• la mise en place de caméras thermiques associées à une alarme,</li> <li>• l'augmentation des fréquences des rondes de surveillance,</li> <li>• l'étude de la pertinence de la mise en place d'une membrane géotextile autour de la fosse.</li> </ul> <p>L'exploitant doit répondre à la consultation sur le projet d'arrêté préfectoral complémentaire qui reprend ces points.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Prescriptions complémentaires, Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 15 jours</p>

**N° 2 : Mise en demeure rétention des eaux lors d'un accident**

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 29/05/2024, article 1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Stockage des pépins de raisins</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La société GRANDES HUILLERIES DU MIDI (GHM) (SIRET 423 163 567 00021) dont le siège social est situé 25, avenue de Rome, Les Estroubans, 13127 VITROLLES, est mise en demeure de respecter pour ses installations situées rue Paul Langevin, BP 3098, 34515 BEZIERS CEDEX, les prescriptions suivantes à compter de la notification du présent arrêté :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• dispositions de l'article 7.7.8 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 24 juin 2010 en évacuant les déchets du bassin de confinement des eaux incendie, sous un délai de 7 mois.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La fosse historique d'environ 70 mètres de long par 70 mètres de large et 8 mètres de haut, soit une capacité de 39 000m<sup>3</sup>, est utilisée pour la rétention des eaux en cas d'incendie. Néanmoins, cette fosse sert également de stockage de surplus de refus de pépins de raisins, qui présentent notamment un taux d'humidité trop élevé pour en extraire l'huile, et de tourteaux (pépins après extraction de l'huile) en attente de valorisation externe. Lors des précédentes inspections du 15 mars 2024 et du 19 décembre 2024, qui avaient donné lieu à la signature de l'arrêté de mise en demeure notamment sur ce point, l'équipe d'inspection a estimé que la fosse était remplie d'environ 10 000 m<sup>3</sup> de pépins de raisins et de tourteaux. Lors de cette nouvelle inspection, il est estimé que le volume présent est de 7 000 m<sup>3</sup> de pépins</p>

de raisins et de tourteaux. La mise en demeure n'est donc pas respectée.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit évacuer les stockages de pépins de raisin et de tourteaux de la fosse conformément à l'article 1 de la mise en demeure du 29/05/2024. Suite au non respect récurrent de la prescription d'évacuation, le projet d'arrêté préfectoral soumis à la consultation de l'exploitant comporte la suspension de tout nouvel apport de pépins de raisins à l'intérieur de l'usine. Les nouveaux apports seront alors interdits, qu'ils soient conformes ou non aux critères fixés par l'exploitant pour l'extraction d'huile.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Astreinte, Suspension
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

### N° 3 : Paiement de l'astreinte

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/02/2025, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Stockage des pépins de raisins
<b>Prescription contrôlée :</b>  La société GRANDES HUILLERIES DU MIDI (GHM) (SIRET 423 163 567 00021), dont le siège social est situé 25 avenue de Rome - Les Estroublans - 13127 VITROLLES, est rendue redevable, pour ses installations sises sur le territoire de la commune de Béziers à l'adresse suivante rue Paul Langevin - 34500 BEZIERS, d'une astreinte d'un montant journalier de 150 euros (cent cinquante euros) jusqu'à satisfaction des dispositions de l'article 1er de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 29 mai 2024 susvisé. Il est prononcé un sursis à l'exécution de l'astreinte jusqu'au 31 mars 2025. Lorsque la mise en conformité est réalisée pendant cette période, aucun recouvrement ne pourra être opéré. Dans le cas contraire, le recouvrement de l'astreinte prend effet à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.
<b>Constats :</b>  L'arrêté préfectoral n°2025_02_DRCL_055 portant mise en œuvre d'une astreinte administrative à l'encontre de GHM du 20 février instaurait une astreinte de 150 euros jusqu'à satisfaction de l'article 1 de l'arrêté de mise en demeure du 29 mai 2024 susvisé. Etant donné que cette mise en demeure n'est pas respectée, et que le sursis à l'exécution de l'astreinte, fixée au 31 mars 2025, est dépassé, l'astreinte doit être liquidée. La notification de l'astreinte est intervenue le 26 février 2025. La date de l'inspection était le 11 juin 2025. Le nombre de jour d'astreinte à payer est donc de 105. L'astreinte à payer est donc de 105 * 150 euros = 15 750 euros.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>

L'exploitant a un délai de 15 jours pour faire ses remarques sur le projet d'arrêté de liquidation d'astreinte joint au présent rapport, pour la somme de 15 750 euros.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Astreinte
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

#### N° 4 : Réalisation de l'étude de dangers

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/04/2024, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etude de dangers
<b>Prescription contrôlée :</b>  Conformément à l'article 51 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, l'exploitant devra mettre à jour son étude de dangers et la transmettre à l'inspection des installations classées, dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté préfectoral.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a transmis une étude de dangers le 26 juin 2025 dans le cadre de son projet de modification de son site, en particulier le changement de l'extracteur d'huile, et l'ajout d'une chaudière alimentée par de la biomasse.  Cependant cette étude de dangers ne prend pas en compte le scénario d'un incendie dans la fosse de stockage. L'étude se base sur la situation après modification du site. La chaudière biomasse permettrait de brûler ce qui est actuellement dans la fosse, si bien que les stockages considérés sont bien plus faibles que ceux présents actuellement : 600 à 700 t de stockage seulement, avec 8000 à 9000 t de matière brûlés par an.  Une modification du plan d'opération interne est attendue pour couvrir la situation actuelle et prendre en compte ce départ de feu.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit réaliser un complément à son plan d'opération interne et son étude de dangers pour intégrer le scénario d'un incendie des matières stockées dans la fosse.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 30 jours

#### N° 5 : Emissions diffuses et envols de poussières

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/06/2010, article 3.1.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Emissions de poussières

**Prescription contrôlée :**

Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et/ou d'aspiration permettant de réduire les envois de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Les équipements et aménagements correspondants satisfont par ailleurs la prévention des risques d'incendie et d'explosion (événements pour les tours de séchage, les dépoussiéreurs.....).

**Constats :**

Le tunnel de chargement est opérationnel. L'inspection a constaté que les envols de poussières ont été très fortement diminués.

**Type de suites proposées :** Sans suite